



MARDI 18 NOVEMBRE

VOTE UNEF

LE SYNDICAT EN LUTTE

Pour une fac ouverte, gratuite et émancipatrice pour tou.tes, contre l'extrême droite !



COMMENT VOTER ?

C'est super simple !

1. Il vous faut votre carte étudiante ou votre certificat de scolarité de l'année en cours
2. Aller dans l'un des bureaux de vote :

- ASSP sur PDA en H327
- Droit (BDR CLIO158)
- ICOM (PDA D310)
- Langues (BDR ATH170 et PDA O040)
- Temps et Territoires (BDR DEM406 et PDA V238)



POURQUOI VOTER ?



Le 18 novembre de 9h à 16h30 aura lieu le vote pour les représentant-es étudiant-es dans les conseils d'université des composantes. Tou.tes les étudiant-es de Lyon 2 peuvent voter en se rendant dans le bureau de vote de leur UFR.

LES CONSEILS DETERMINENT LA POLITIQUE DE L'UNIVERSITÉ

le budget, le nombre de places dans les filières, les programmes des formations ainsi que les modalités de contrôle de connaissances et de compétences.

L'UNEF SE PRÉSENTE EN : ASSP, Droit, ICOM, Langues et en Temps et Territoires.

La part représentative des syndicats étudiants dans ces conseils est extrêmement faible. Cependant, voter pour l'UNEF, c'est envoyer un message clair contre la destruction de nos conditions d'études, pour une fac ouverte à tou.tes et contre la présence de l'extrême droite, qui dépose des listes lors de ces élections



CONTRE LA SELECTION :

Pour une université ouverte à tou.tes

En 2025, un tiers des candidat-es Parcoursup s'est retrouvé sans affectation à l'issue de la procédure, et 29% n'ont reçu aucune proposition en Master 1. Et même, parmi les heureux-ses élu-es, combien acceptent une proposition par dépit ? Cette sélection crée un véritable tri social des étudiant-e issus de milieux populaires et de l'immigration, qui ne peuvent pas se permettre d'avoir un parcours parfait. Nous subissons aussi la sélection par l'échec avec le contrôle continu intégral et la remise en question des compensations et des rattrapages.

Et la sélection par l'argent, avec la loi "Bienvenue en France" qui multiplie par 16 les frais d'inscription pour les étudiant-es étranger-ères hors-UE ! La suppression de ces droits à pour conséquence de rendre plus difficile la réussite de celles et ceux ayant le plus de difficultés matérielles et financières, et de les expulser hors des bancs de l'université.



NOUS LUTTONS POUR :

- La fin de la sélection à l'université, et dans un premier temps l'inscription de tous les sans-facs
- Le retour de la procédure d'exonération sur critère social pour les étudiant-es étranger-ères
- Le rétablissement des compensations et des rattrapages partout
- La fin du contrôle continu intégral
- Des moyens à hauteur des besoins



Mais nous refusons cette vision sélective et élitiste de l'université. Nous menons chaque année la campagne sans-facs, qui depuis 7 ans et par la mobilisation collective a obtenu plus d'une centaine d'inscriptions à Lyon 2, et une procédure d'exonération des frais d'inscription pour les étudiant-es subissant "Bienvenue en France" entre les années universitaires 2022/2023 et 2024/2025.



POLICE HORS DE NOS FACS !

La présidence de l'Université se la joue ministre de l'intérieur, en envoyant des dizaines de CRS dès que des étudiant·e·s se mobilisent que ce soit en soutien au sans-facs, contre les coupes budgétaires ou contre le génocide en Palestine. C'est totalement inacceptable, la police n'a pas sa place à l'université, que ce soit pour réprimer des étudiant·e·s ou pour faire sa publicité. Au sein des conseils d'UFR nous combattons les partenariats entre les UFR et la police, mais aussi l'armée, qui se multiplie !



CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES

Entre autres attaques contre les jeunes et les travailleurs·euses, le gouvernement tente de mettre en place des coupes budgétaires sans précédent dans les services publics, pour financer le budget militaire en forte hausse, et le patronat qui touche déjà 270 milliards d'euros de l'Etat. Les étudiant·es étrangers hors UE vont aussi perdre leurs APL, et payer davantage de frais pour renouveler leurs titres de séjour.



Plusieurs dates de grèves et de manifestations à la rentrée ont permis de nous faire entendre, mais il faudra construire un mouvement d'ampleur pour mettre un coup d'arrêt à ces mesures austéritaires : nous ne paierons pas pour l'et les patrons !



COMBATTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

Depuis 30 ans, la précarité étudiante n'a cessé de s'accroître. En 2025, le coût de la vie étudiante a augmenté de 4,12%, ce qui représente 807€ supplémentaires à l'année. Et depuis 2017 cette augmentation monte à 32 % ! Les causes principales de cette hausse sont l'augmentation des prix des logements, le coût important des transports, et l'inflation sur les produits alimentaires.

Aujourd'hui, près d'1 étudiant·e sur 2 saute régulièrement des repas pour des raisons financières. Malgré cet état de fait, la CVEC et les frais d'inscription ont encore augmenté, et les bourses restent largement insuffisantes par leur montant ou le nombre de personnes qui y ont accès.



Face à cela, nous devons continuer à nous mobiliser, comme nous l'avons fait :

contre la loi Bienvenue en France, contre l'insalubrité des logements CROUS, et contre la précarité, au jour le jour, avec nos distributions alimentaires

NOUS LUTTONS POUR :

- Une allocation étudiante d'autonomie, à hauteur du SMIC
- La gratuité de l'enseignement supérieur : la suppression des frais d'inscription et de la CVEC, pour tous peu importe leur nationalité



DISCRIMINATIONS

partout, combattons les oppressions !

À l'UNEF, nous demandons des moyens concrets pour lutter contre toutes les formes de discrimination à l'université. Car l'université n'est pas hermétique aux oppressions Sexistes, racistes, islamophobes, antisémites, validistes, LGBTphobes : elles restent présentes au quotidien pour de nombreuses étudiant·es, et risquent de s'amplifier avec toutes les attaques antisociales et réactionnaires actuelles et futures. Cette lutte à l'Université doit s'inscrire dans un combat plus global qu'il faut mener dans toute la société !



Nous accompagnons les étudiant·es qui subissent des comportements oppressifs dans

leurs démarches au sein de l'université et leur apportons une aide individuelle. Mais aussi, nous nous efforçons de construire des mobilisations collectives comme le 8 mars et en menant des batailles spécifiquement pour les étudiant·es comme le congé menstruel.

NOUS LUTTONS POUR :

- Rendre les campus accessibles au PMR, des moyens à la hauteur des besoins au SSE
- Des moyens pour la cellule VSS, des crèches
- Régularisation de toutes les étudiant·es étranger·ères, la suppression de Campus France et de Bienvenue en France
- La formation de la communauté universitaire dans la lutte contre les discriminations.



CONTRE L'EXTRÊME DROITE

qui n'a sa place nulle part !

Depuis plusieurs décennies, l'extrême droite se renforce et banalise ses idées réactionnaires sexisme, racisme, islamophobie, LGBTphobies, validisme, le tout sur un fond pro-patronal. Et nos facs n'en sont pas épargnées, comme le prouve la présence lors de ces élections de l'UNI. Un pseudo-syndicat qui défend une université élitiste, pro-sélection, favorable à la priorité nationale et opposé aux mobilisations étudiantes. Ils se mobilisent notamment contre le "wokisme", le "lobby LGBT", le "grand remplacement", pour l'interdiction du voile et contre "l'insécurité" qu'ils associent à l'immigration. L'ancien président de l'UNI à l'université de Strasbourg, Samy Amokrane, s'est vu exclure de son université pour avoir diffusé sur des réseaux sociaux une série de photomontages présentant un caractère xénophobe, sexiste et antisémite (Communiqué de presse du TA de Strasbourg, 12 mars 2025).



Ces idées nauséabondes n'ont aucune place, ni à l'université ni ailleurs. Nous continuerons à les combattre, ainsi que ceux qui les propagent, en défendant une université émancipatrice et ouverte à toutes et tous !



SITUATION INTERNATIONALE :

Affirmons notre solidarité avec le peuple palestinien et les peuples opprimés du monde entier !

Les conseils d'UFR ne discutent pas directement des questions internationales mais il nous semble primordial de rappeler l'importance de pouvoir exprimer notre solidarité avec les palestinien·nes qui subissent un génocide et de dénoncer la responsabilité de l'État français dans celui-ci. Nous devons soutenir l'ensemble des populations qui subissent les conséquences des offensives coloniales et des guerres, de la Kanaky à la Palestine en passant par le Soudan et le Congo ! Face aux tentatives de réduire au silence les soutiens aux peuples opprimés, que ce soit de la part du gouvernement ou de la présidence de l'Université qui n'hésite pas à envoyer les CRS contre les étudiant·es qui osent soutenir le peuple palestinien !